

La Flandre imposera à Marcourt un examen d'entrée en médecine

■ Les doyens ont soumis leurs pistes pour sortir de la crise des numéros Inami.

La ministre fédérale de la Santé s'était engagée à rencontrer tous les acteurs du monde médical et universitaire, concernés par la problématique de pénurie de numéros Inami. Jeudi, elle a reçu à son cabinet les doyens de Médecine de l'UCL, de l'ULB et de l'ULg, trois hommes qui ont dû prendre la décision il y a quelques semaines de ne distribuer de numéro qu'à un étudiant diplômé en médecine sur deux dès juin 2015.

Un intérêt sincère

De cette réunion qui a duré plus de deux heures, jugée constructive et studieuse par

les doyens, il n'est pas ressorti (et ce n'est pas une surprise) de solution immédiate pour les étudiants francophones. "Nous avons pu exposer en détail notre analyse de la situation actuelle et présenter nos propositions de solution. On a eu l'impression d'une ministre qui porte un véritable intérêt à la compréhension des différentes positions", souligne Yvon Englert, le doyen de l'ULB.

Parmi les pistes de sortie de crise, les doyens francophones ont proposé que, sur base du cadastre de l'offre médicale, l'on oriente les étudiants vers les spécialités en pénurie et en diminution de force de travail. Ils souhaitent qu'un accord soit conclu pour soit supprimer le numerus clausus soit le remplacer par un filtre à l'entrée des études. "Et à très court

terme, puisque nous approchons de la date à laquelle les étudiants de dernière année doivent décider du choix de leur filière, généraliste ou spécialiste, nous demandons qu'on attribue un numéro Inami à tous et jusqu'en 2020, en raison de la pénurie de médecins croissante. Mais la ministre a semblé réticente car elle veut une solution durable et solide", déclare Yvon Englert.

Les Flamands seront exigeants

Il restera à Maggie De Block à rencontrer les deux ministres de l'Enseignement supérieur, Jean-Claude Marcourt (PS) et Hilde Crevits (CD&V). Aucune date n'a été fixée pour cette entrevue mais elle devrait avoir lieu prochainement. C'est à ce moment que les choses devraient pouvoir se dénouer. En effet, le problème est avant tout

d'ordre politique. La ministre de la Santé devra composer avec les partis flamands du gouvernement. Ils reprochent aux francophones de ne pas avoir respecté leurs engagements en supprimant le numerus clausus. "Madame De Block ne nous a pas caché que, pour les partis flamands, le minimum à mettre sur la table lors de la rencontre avec Jean-Claude Mar-

court, c'est un examen d'entrée aux études de médecine. Mais ils devraient demander plus. Les positions flamandes nous inquiètent. Le ministre Marcourt (qui clame son opposition à un filtre à l'entrée, Ndlr) nous a promis qu'il fera tout pour trouver une solution. Il fera preuve de pragmatisme", conclut Dominique Vanpee, le doyen de l'UCL.